

Quelle politique l'Internationale Communiste poursuit-elle aux Indes ?

I

Les négociations qui, pendant de longues semaines, se sont poursuivies à Londres, entre les représentants de la bourgeoisie hindoue et Mac Donald, ministre socialiste de la couronne impériale, ont traîné en longueur.

Un des problèmes qui ont occupé les débats fut le genre de la représentation des Musulmans et Hindous dans la problématique constitution indienne. Et, ici, se font jour, les rivalités des différents intérêts de la bourgeoisie de l'Inde. Etant une minorité, les Musulmans représentent l'élément des propriétaires fonciers, dont l'affermage des terres constitue la principale ressource, tandis que les hindous sont économiquement plus forts, parce qu'usuriers, industriels, ils représentent une force économique capitaliste plus progressive vis-à-vis des premiers.

Défendant leurs intérêts les musulmans réclament des collèges électoraux séparés, afin de se garantir dans les provinces où, contrairement au Punjab et Bengale, ils sont en minorité, tandis qu'au contraire les Hindous exigent un collège électoral unique. Dans ces deux cas, les différents clans de la grande bourgeoisie se disputent une partie du pouvoir. Mais en cela même ils se retrouvent d'accord contre les masses ouvrières et paysannes; tel fut le sens de leur participation à la conférence de la Table Ronde.

En effet l'affermage des terres permet aux propriétaires fonciers, de prélever en moyenne 60 pour cent du produit net de la terre, allant jusqu'aux 7/8 lorsqu'ils fournissent l'outillage. Les usuriers ne restent pas en retard; dans le Punjab le montant de l'endettement s'élève à 80 pour cent des familles (1).

Comme le remarquait justement Winston Churchill : « Ce n'est pas à la Conférence de Londres qu'est le mouvement de révolte, mais aux Indes mêmes, et il faut l'étouffer à tout prix ». A Londres, ce sont les représentants de Rajahs, Musulmans et libéraux acceptant la domination britannique, comme la leur propre. Pendant ce temps la lutte se poursuit aux Indes mêmes avec une différenciation de classe assez accentuée, d'une part la bourgeoisie nationaliste, d'autre part la paysannerie et les ouvriers. Or, par manque de ligne directrice

(1) A. Philip : *l'Inde Moderne*.

n'est qu'une partie des éléments réactionnaires qui est réunie, de la part de l'I. C., la bourgeoisie dirige le mouvement selon ses intérêts propres, antagonistes de ceux des paysans et ouvriers. Les mots d'ordre avancés par la bourgeoisie ne limitent en rien ses privilèges et son exploitation de classe, ils se bornent au boycottage des marchandises étrangères, à un mouvement de non-coopération aux institutions gouvernementales, ainsi qu'à la fameuse campagne du sel, le tout doublé de non-violence. Ainsi donc on voit que ces mots d'ordre « nationalistes » ne sont en rien révolutionnaires, et ne mettent nullement en cause l'exploitation des masses paysannes et ouvrières. Et pour cause; car cela équivaldrait pour la bourgeoisie nationaliste à saper ses propres fondements.

On sait que les masses paysannes sont particulièrement exploitées, que ce soit des *ryots* ou bien propriétaires de leurs terres ou des fermiers, ou *zamindari*. Dans les deux cas elles sont pressurées par l'Etat ou les propriétaires fonciers. Les engager à ne pas payer l'impôt uniquement à l'Etat, c'est-à-dire, aux représentants britanniques, ne se peut évidemment pas sans mettre en cause celui qu'il faut payer aux propriétaires fonciers indigènes. Et c'est là principalement que réside l'aspect fondamental de la révolution agraire. Et ici la bourgeoisie nationaliste a un intérêt commun avec la partie libérale, collaborationniste de la Table Ronde, des grands industriels et financiers. Ces problèmes ont déjà été posés dès 1920-21, à l'apogée du mouvement révolutionnaire, alors que le mouvement de non-coopération impulsé par Gandhi dépassait les bornes marquées, et prenait un caractère nettement accentué par l'intervention des masses. Et dès 1922, le comité exécutif du Congrès arrêtait que le *refus de payer les fermages aux Zamindari est contraire aux résolutions du Congrès et nuisible à l'intérêt national*. On ne peut parler avec plus de netteté. Si nous posons ainsi le problème nous voyons fort bien, que le caractère même de la politique de la bourgeoisie nationaliste est celui d'approfondir son exploitation. En cela le caractère de classe de la bourgeoisie qu'elle aille des collaborationnistes de la Table Ronde aux nationalistes, est celui de toute bourgeoisie, quelle qu'elle soit, d'un pays capitaliste ou colonial. Autrement dit, le caractère social des mouvements coloniaux ne s'élève nullement au-dessus des classes mais en est particulièrement imprégné. Comme toute révolution sociale, c'est l'hégémonie de classe de la bourgeoisie ou du prolétariat qui est en cause.

Le mouvement de non-violence, ou, pour parler plus nettement, l'utilisation en les rendant passifs du mécontentement et de la révolte des masses par la bourgeoisie, risque, inévitablement, de dépasser les frontières que celle-ci a bien voulu lui tracer. Le mouvement paysan croît, de nouveau parviennent, ces dernières semaines, des dépêches confirmant l'existence d'un mouvement paysan en Birmanie, la fermentation croît dans le Bengale et au Penjab. Le motif en est *la résistance au paiement de l'impôt*. Mac Donald, socialiste d'empire, agit en bon socialiste, la bible armée sur son cœur. Lord Irwin, délégué jusqu'en avril, du gouvernement de Sa Majesté vient de promulguer deux ordonnances : interdiction des plus sé-

vères de la liberté de la presse, défense de communiquer des nouvelles sur le mouvement paysan, et d'autre part répression accrue contre le mouvement paysan, et contre tout le mouvement révolutionnaire.

Mais si la bourgeoisie ne peut, évidemment, pas s'élever contre le paiement des impôts, la paysannerie est-elle capable de résoudre elle-même le problème qui l'intéresse? Et ici même nous touchons au caractère de classe de la révolution, et à l'hégémonie du prolétariat dans toute révolution. L'orientation de la révolution est conditionnée par ses participants. Le dilemme est de savoir si la révolution sera bourgeoise ou prolétarienne. Ces deux classes sociales représentent deux étapes bien distinctes de l'évolution économique et politique. La question nationale ne peut se résoudre que dans un sens de classe. Et si nationale que puisse être l'intérêt de la bourgeoisie d'un pays colonial, le problème de sa puissance se pose sur son propre terrain, c'est-à-dire, marche en opposition sur l'arène mondiale avec le capitalisme étranger. Mais la lutte pour son indépendance économique, se trouve être en même temps l'aggravation de l'exploitation à son compte des masses laborieuses. Par là-même se trouve réduite à sa juste limite la capacité « révolutionnaire » de la bourgeoisie coloniale. Et par là même se résolvent les possibilités de la bourgeoisie à résoudre les problèmes de la révolution agraire.

Aux Indes, bien plus accentué qu'en Chine, existe le régime féodal usuraire; la lutte de la paysannerie est une lutte contre la propriété foncière, pour la possession de la terre, c'est là une lutte bourgeoise, en ce sens qu'elle ne dépasse, et ne peut le faire, le stade de l'économie bourgeoise, que seul le prolétariat, se développant en antagonisme avec le capitalisme, peut franchir; sa fin étant la socialisation des moyens de production. Mais le caractère bourgeois de la révolution n'est nullement conditionné par la participation de la paysannerie. Le prolétariat joue son rôle en tant que force motrice principale de l'avenir de la révolution et de son orientation, par suite de l'incapacité de la paysannerie à jouer un rôle indépendant.

Le problème se présente ainsi sous une forme dynamique, qui se développe avec l'attitude de ses participants, qui jouent leur rôle pour solutionner les problèmes de la révolution agraire : l'abolition des rapports féodaux, de la lutte pour l'indépendance nationale, double question qui ne peut être résolue que par le caractère de classe qu'aura le pouvoir. Positivement par celui du prolétariat, négativement par celui de la bourgeoisie. C'est au prolétariat qu'il appartient d'arracher à la bourgeoisie les quelques 200 millions de paysans qui se trouvent sous sa dépendance. Et pour cela il faut au prolétariat hindou qui a déjà fait ses preuves de conscience de classe, un guide, une avant-garde consciente des buts et des moyens, en un mot : *un parti communiste.*

II

Or, qu'a fait jusqu'à présent l'I. C. sous ce rapport?

Poser cette question, c'est mettre en cause toute la ligne politique de la direction actuelle quant aux problèmes coloniaux. Après les fautes accumulées en Chine, on est malheureusement contraint de constater que non seulement la politique de l'I. C. en Chine ne s'améliore pas dans la période actuelle, mais qu'aussi aux Indes, nous assistons à la même politique qui conduisit le prolétariat chinois à la défaite de la deuxième révolution.

Brièvement résumée la politique de l'I. C. en Chine se présente comme ayant été à la remorque de la bourgeoisie, par une croyance opportuniste de l'espèce la plus vile en une capacité révolutionnaire immanente de la bourgeoisie, considération qui aboutit à lier des pieds et des mains le P. C. chinois au Kuomintang bourgeois, le tout avec une stratégie opportuniste de l'évolution graduelle des étapes de la Révolution, c'est-à-dire l'abandon de tout l'enseignement de la Révolution d'Octobre. La formulation en fut « la dictature démocratique » qui eut pour aboutissement la dictature contre-révolutionnaire de Chang-Kai-Chek.

**
*

Nous avons vu qu'aux Indes la bourgeoisie est fermement hostile à toute la paysannerie et à la classe ouvrière parce que c'est sur leur exploitation qu'est basée sa domination. Un des problèmes les plus importants de la révolution démocratique c'est-à-dire la révolution agraire ne peut nullement être résolu par elle, parce que mettre en cause la régime foncier de l'Inde, c'est se condamner personnellement. Par conséquent c'est au prolétariat hindou qu'il incombe de réaliser sous sa dictature prolétarienne la révolution démocratique agraire et ainsi souder son alliance avec la paysannerie. Pour ce faire il faut que le P. C. garde une indépendance farouche, sa liberté d'action absolue, ayant en vue la conquête du pouvoir.

En est-il ainsi aux Indes?

III

Il y a quelques années, le logicien conséquent de la politique stalinienne aux Indes était Roy. Nullement indépendant de la politique de Staline en Chine, il en était bien au contraire le ferme soutien. Le bloc des quatre classes en Chine se concrétisait aux Indes, pour Roy, par « l'alliance démocratique révolutionnaire ». Martynov qui depuis d'innombrables années, et durant trois révolutions consécutives fut le théoricien attitré de l'évolution progressive et graduelle par étapes, avait et a en Roy un disciple des plus purs. Or il se trouve que Roy fut exclu par Staline, comme droitier

et opportuniste. Bien. Mais Staline modifia-t-il sa propre politique? Nullement. Sur ce point, Palme Dutt, « spécialiste » de la question hindoue lui aussi, vient dans les numéros 30-31 de *l'Internationale Communiste* — (éd. française nov.-déc. 1930) — confirmer notre point de vue : rien de changé de l'opportunisme foncier de la politique de Staline en Orient. Martynov continue son apostolat.

Que dit en substance Palme Dutt? De 1920 à 1930 nous assistons à un rassemblement des éléments de lutte dans l'Inde. « *Et la classe ouvrière a peu à peu pris le premier plan dans ce rassemblement* ». Sous la direction de qui? nullement du parti communiste — car : « *Tout d'abord, il n'existe aucun organisme politique organisé; aucune direction de la classe ouvrière révolutionnaire dans l'Inde, c'est-à-dire, qu'il n'existe pas de P. C. C'est là la lacune essentielle* ».

Ainsi donc, nous constatons les méfaits de la politique stalinienne pleinement solidaire de Roy, dans sa politique d'« alliance démocratique révolutionnaire », dans sa politique du « parti de l'indépendance », dans celle des partis ouvriers et paysans. Pas de P.C. alors que la classe ouvrière montrait un sens de classe, autrement conséquent que celui des Martynov. Avoir livré la classe ouvrière à elle-même, c'est avoir abandonné la direction de la lutte à la bourgeoisie, c'est avoir passivement lié la classe ouvrière à son ennemi de classe. En Chine, l'existence du P. C. força la direction stalinienne à livrer le P. C. chinois au Kuomintang et s'y subordonner. Aux Indes, jusqu'à ces derniers temps on simplifia l'opération en se dispensant de créer un parti communiste.

La défaite de la révolution chinoise démontra que le sens de classe de la bourgeoisie, fût-elle d'un pays colonial, prend nettement le dessus, lorsque dans sa lutte inter-impérialiste, c'est son pouvoir qui est en question. La leçon fut assez chèrement payée pour que l'on s'en souvienne. Or que lisons-nous dans l'article de Palme Dutt?

« *Un des aspects essentiels du rôle de la bourgeoisie dans la lutte actuelle, c'est la mauvaise volonté extrême qu'elle a manifesté pour entrer dans la lutte (« un péril fou »)* ».

Ainsi donc, par l'absence d'un P. C. on a livré la classe ouvrière hindoue à la bourgeoisie qui manifeste de la « mauvaise volonté » à être révolutionnaire. Vraiment on aurait espéré de telles stupidités opportunistes bannies d'un parti communiste, et tandis que ceux qui durant des années ont combattu pour un point de vue marxiste de la politique coloniale en Chine, aux Indes, comme dans tout l'Orient se trouvent traités d'opportunistes, se trouvent bannis et exilés, ce sont de telles grossières opportunistes qu'on publie dans l'organe du C. E. de l'I. C. ! L'expérience de la Révolution chinoise vient s'ajouter à celle de trois révolutions russes et aujourd'hui, alors qu'il y a un mouvement de masses qui grandit aux Indes, on parle de la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie. L'absence de tout P. C. permit à la bourgeoisie indigène de prendre une allure « gauche » et de capter les masses. Mais le passé de ces mêmes Gandhi et Nehru ne permet-il pas de les dénoncer? Après avoir conseillé de « *combattre sans conditions et jusqu'à la mort aux*

côtés de l'Angleterre ». Gandhi personnifia la trahison de toute la bourgeoisie, envers tout mouvement de classe qui met en cause la domination même de la bourgeoisie coloniale; en son nom a été liquidé le mouvement révolutionnaire de 1919 à 1922. Le mouvement de non-violence déclenché par lui, aboutit à l'explosion des masses, lors des incidents de Chauri Chaura, où les agents anglais furent massacrés; de plus les paysans donnant un sens de classe à leur lutte se refusèrent à payer l'impôt et se virent opposer la résolution de Bardoli, que nous avons cité plus haut. « L'année 1922, écrit A. Philip dans *l'Inde Moderne*, marque nettement la cassure entre l'élément populaire qui s'était donné entièrement à la cause nationale et l'élément bourgeois, terrifié, comme l'apprenti sorcier des forces qu'il avait lui-même déclenchées ». C'est là l'opinion d'un homme non suspect de communisme, encore moins de « trotskysme ».

Attend-on un Shangai, à la manière de Chang-Kai-Chek pour se prouver définitivement la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie, — la bourgeoisie fût-elle de « gauche » qui nous démontra déjà en Chine toutes ses capacités à détruire le mouvement révolutionnaire? Sans doute les leçons du Kuomintang de gauche et du gouvernement de Wou-Han, ne furent-elles pas une illustration assez sanglante?

La bourgeoisie et petite bourgeoisie de « gauche » aux Indes seront-elles encore plus sanglantes? après avoir tempéré le mouvement révolutionnaire par la non-violence, en le détournant ainsi de son véritable cours, facilités en cela par la politique de l'I. C.?

Gandhi ne s'est-il pas déjà repenti après les incidents « regrettables » de Churi-Chura en 1922?

Mais, dira-t-on, puisqu'on daigne malgré tout apercevoir la « trahison » bourgeoise, on doit en déduire une stratégie en conséquence. Lisons donc :

« Il faut réaliser un nouveau bloc révolutionnaire de lutte dont le noyau sera constitué par les nationalistes et les paysans et dans lequel les éléments nationalistes révolutionnaires petits-bourgeois trouveront à s'orienter, comme à présent, vers la bourgeoisie nationale. Dans un pareil bloc, la classe ouvrière pourra progresser vers l'hégémonie ».

C'est donner ici un développement bien singulier au vœu platonique de la nécessité de créer un parti communiste. Car dans cette « progression » du prolétariat à travers le « bloc ouvrier-paysan », que devient le P. C. et son indépendance?

Aux Indes la Révolution agraire se heurte non seulement à la domination de la bourgeoisie, mais aussi à des propriétaires fonciers, le tout sous une domination des plus pesantes d'une bureaucratie anglo-hindoue. Pour la bourgeoisie hindoue se libérer de la domination anglaise, ne veut nullement dire détruire sa propre domination, loin de là. Aussi dans un tel pays, où les caractères du servage sont des plus prononcés, seule la classe ouvrière, sous la direction du parti communiste, peut résoudre la révolution sociale

dans un sens progressif pour les masses paysannes et pour la classe ouvrière.

Aussi il ne s'agit nullement de « progresser » vers l'hégémonie mais d'agir nettement pour prendre la direction de la lutte. Poser la question d'un bloc ouvrier-paysan, ce n'est nullement rompre avec la politique passée, au moment même où l'on avoue que la bourgeoisie a de la « mauvaise volonté » (comme si elle a jamais eu de « bonne volonté »), c'est représenter le bloc actuel sous son autre face et continuer la même politique opportuniste des partis « bi-partites » si chers à Roy.

« Plus le prolétariat est jeune, plus ses « liens » de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population qu'elle constitue est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique « bi-partite » acquiert d'importance » (L. Trotsky. — *Critique du Programme de l'I. C.*). Cela est d'une plus grande importance pour l'Inde, où pour environ 4.000.000 d'ouvriers, c'est-à-dire, de mineurs, cheminots, marins, dockers, métallurgistes etc... nous avons une masse de 26 millions d'ouvriers agricoles, qui, augmentés d'artisans ruinés forment une masse de 35 millions! Noyer le P. C. dans ce bloc, c'est continuer la politique passée. En 1908 Lénine écrivait : « On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion mais tout accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire » (cité par Trotsky dans la *Critique du Programme de l'I. C.*).

Vouloir présenter, ainsi que le fait Palme Dutt, le bloc ouvrier-paysan comme un pas en avant de la rupture avec la bourgeoisie, équivaldrait, au contraire, à se précipiter de nouveau dans ses bras. Pour conquérir la paysannerie il ne s'agit nullement de se jeter en plein dans le bras de la petite bourgeoisie. La tâche du prolétariat « ne peut être double » selon le mot de Lénine; ce qu'il faut : « c'est soutenir et pousser les paysans jusqu'à la confiscation de n'importe quelle « propriété » seigneuriale « sacrée » dans la mesure où ces paysans agissent en révolutionnaires démocrates » (Lénine, vol. VII, éd. française).

IV

« Mais pour la masse des ouvriers et des paysans, le renversement de l'impérialisme n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un moyen pour obtenir une plus large libération. Pour la classe paysanne, c'est un lien avec la révolution agraire qui tend à la suppression de la domination féodale et de la propriété. Pour les ouvriers, c'est un degré dans le développement du socialisme, vers la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ».

Cette citation suffit à juger son auteur et la politique qu'il préconise. S'il fallait une nouvelle dénonciation de la récidive opportu-

niste quant à la compréhension du processus et de la dynamique des révolutions nationales, cet extrait de Palme Dutt serait suffisant.

Il est faux, tout d'abord, de séparer de toute lutte de classe la lutte des pays coloniaux contre l'impérialisme. Car la lutte contre ce dernier est conditionnée par la classe qui mène le combat. La chose a d'autant plus d'importance aux Indes. Contrairement à la Chine, qui est un pays semi-colonial, l'Inde est la colonie type. La domination britannique s'incruste dans un système social des plus arriérés aux rapports féodaux, de castes et même de servage, et en constitue un des fondements. L'industrialisation de l'Inde est liée au capital financier anglais, près de 72 pour cent des sociétés anonymes sont aux mains britanniques; l'exportation des capitaux anglais est de 15 pour cent aux Indes annuellement. On voit ainsi que la volonté « libératrice » de la bourgeoisie est limitée par ses intérêts propres et sa liaison au capital de la métropole. Dans la mesure où le capital indien participe aux entreprises, il ne peut tirer ses ressources que du capital usuraire, c'est-à-dire de l'exploitation des masses paysannes.

Aussi l'indépendance de l'Inde est intimement liée au mouvement social de l'Inde, en premier lieu à la révolution agraire. Mais cela même ne peut se faire, que sous la direction de la seule classe révolutionnaire : la classe ouvrière. Car le mouvement paysan ne peut rester stagnant dans des « guerres de paysans » mais peut contribuer à donner une solution révolutionnaire à la crise sociale sous la direction de l'unique classe capable d'assumer un pouvoir antagoniste à celui du capitalisme et de la bourgeoisie : la *dictature prolétarienne*. Le potentiel révolutionnaire du prolétariat acquiert d'autant plus de force, qu'il se trouve aux Indes en face d'une industrie centralisée; 3/4 des salariés sont employés dans des entreprises de plus de 400 ouvriers, d'autre part le capital bancaire se trouve ainsi que tout le commerce concentré aux mains de la grande bourgeoisie, ce qui réduit les possibilités, déjà limitées des louvoisements de la petite bourgeoisie. L'unique utilisation positive du mouvement retombe ainsi sur le prolétariat.

Ainsi donc on voit comment le développement de Palme Dutt, est nettement opportuniste, en présentant la lutte contre l'impérialisme comme un moyen plus large de libération, alors que c'est la libération des masses exploitées qui représente la lutte contre l'impérialisme. Ce n'est que la révolution prolétarienne appuyée sur les masses paysannes qui permettra de se libérer de l'impérialisme. La position actuelle de Palme Dutt, et de toute la bureaucratie s'identifie pleinement avec la politique menée en Chine, qui présentait la lutte se développant graduellement. D'abord la lutte en commun avec la bourgeoisie contre l'impérialisme, ensuite une différenciation de classe, au lieu du bloc « anti-impérialiste des quatre classes ». La position n'a en rien varié. La défaite de la révolution chinoise, lourde du sang des prolétaires chinois n'a rien appris à tous ces « spécialistes » de la question coloniale. Ils récidivent. Le

programme rédigé au VI^e congrès par le « bourgeois libéral » Boukharine, reste leur credo intangible, que Safarov nous délaie mensuellement dans le *Bolchévik*, organe théorique du P. C. R.

**
*

La lutte présente aux Indes est liée tout d'abord, à la constitution du parti communiste, constitution sabotée jusqu'à ces dernières semaines par Staline et ses « spécialistes coloniaux ». Des années ont été perdues à soutenir le marxisme d'opérette de Roy. A ce parti il faut une ligne directrice nette. Un mot d'ordre de mobilisation des masses. Actuellement, la paysannerie qui gronde tend à développer son mouvement et risque de faire explosion. Ce qu'il faut au prolétariat et à son parti, c'est diriger cette lutte et lui donner un sens précis. La révolution développe actuellement aux Indes son étape démocratique, période dans laquelle il ne faut pas permettre à la bourgeoisie comme cela est jusqu'à présent, de prendre pied et pour cela il faut avancer le mot d'ordre conséquent d'*Assemblée Constituante*, qui doit, aux yeux de la paysannerie, concrétiser la prise de possession de la terre, la libération du fardeau des impôts fonciers, et pour la classe ouvrière, l'amélioration de son sort et la réduction de sa journée de travail à huit heures alors qu'elle est présentement de 12 à 15 heures. Mot d'ordre de mobilisation des masses, pour permettre au P. C. et à la classe ouvrière de prendre possession d'eux-mêmes. Mais ce mot d'ordre n'est pas, en aucun cas, un but en soi, car les problèmes ne peuvent nullement trouver leur solution dans un parlementarisme, il reste une question de force entre le prolétariat et la bourgeoisie en dernier lieu. C'est ce que ne veulent nullement comprendre les mencheviks qui siègent au C. E. de l'I. C. Car ainsi que toute l'opposition ne cesse de le répéter, la solution des tâches démocratiques ne peut être assurée indépendamment par la petite bourgeoisie, en premier lieu par la paysannerie mais *uniquement par la dictature du prolétariat*. Car la discussion ne roule pas sur « le rôle décisif de la paysannerie en tant qu'allié, ni sur l'importance capitale de la révolution agraire, mais s'il est possible qu'en Chine il y ait une révolution agraire démocratique indépendante, ou bien que la « nouvelle édition d'une guerre de paysans » mettra en avant la dictature du prolétariat (1) ».

C'est là que git le problème qui se pose aussi aux Indes comme dans tout l'Orient. L'exemple de la Chine nous a démontré que la bourgeoisie est incapable d'assumer les tâches de la révolution nationale. Cette démonstration d'un pays semi-colonial acquiert d'autant plus d'importance pour un pays colonial comme l'Inde.

Substituant le menchévisme à la doctrine marxiste, l'actuelle direction mène le prolétariat à la défaite. Il n'est que temps d'y remédier et pour cela de revenir à Marx, à Lénine, c'est-à-dire à la conception de la *révolution permanente*, autrement dit à celle du

(1) L. Trotsky. — *La Révolution Permanente*, p. 134, (éd. russe).

rôle dirigeant du prolétariat moderne dans la conduite de la révolution jusqu'à l'établissement de son pouvoir. Au delà il n'y a qu'opportunisme et revisionnisme, dans la croyance des plus grossières à la capacité révolutionnaire de la bourgeoisie ou, à défaut, de celle — non moins condamnée par l'histoire de toutes les révolutions — de la petite bourgeoisie à jouer un rôle indépendant, ce qui ne s'est jamais vu.

Le développement de la Révolution hindoue se trouve actuellement au croisé des chemins. *Il n'est que temps* de se ressaisir. Sinon c'est une défaite révolutionnaire qu'on prépare, entraînant une fois de plus l'affaiblissement des positions de la révolution mondiale et de l'I. C. Il n'est que temps d'engager la lutte dans une juste compréhension de l'étape présente, et par la constitution d'un P. C. guidé par la conception marxiste de l'I. C., celle de Marx, Lénine, Trotsky.

JEAN-JACQUES.

P. S. — Depuis que cet article a été écrit, le C. E. de l'I. C. vient de publier un *projet de programme d'action pour le P. C. de l'Inde* (qui est encore à créer). Nous l'examinerons dans le prochain numéro. — J.-J.